Le Petit économiste - Actualité économique locale > Actualités > **Nicolas Sarkozy en visite en Charente-Maritime : "le monde bouge, la France (...)**



Nicolas Sarkozy en visite en Charente-Maritime : "le monde bouge, la France doit prendre des initiatives"

vendredi 12 septembre 2008, par lpe

Le Président de la République, de passage en Charente-Maritime ce jeudi 11 septembre, avait comme objectif d'affirmer sa position concernant le travail et la politique salariale en France.

Après une **visite de la société <u>Fountaine-Pajot</u>**, **premier constructeur mondial de catamarans**, et dont le PDG, **Jean-François Fountaine** est également premier vice-président socialiste de la Région Poitou-Charentes, c'est devant un auditoire de près de 750 personnes (chefs d'entreprise, élus de

Charente-Maritime) qu'il s'est exprimé à <u>Châtelaillon</u> lors d'une table ronde.



Un rendez-vous dédié à l'intéressement aux bénéfices dans les entreprises, en présence notamment de **Xavier Bertrand**, Ministre du travail, de **Dominique Bussereau**, Secrétaire d'Etat aux transports, également Président du Conseil général de Charente-Maritime et de **Jean-Pierre Raffarin** (qui devrait déclarer sa candidature à la Présidence du Sénat le 21 septembre).

Discours de JF Fountaine et du Président Sarkozy enregistré par la radio SOLEIL DE RE :



Bref, une équipe venue en force pour rappeler que "l'intéressement est un dividende du travail, mais pas un remplaçant de la négociation salariale"; mais aussi qu'une réforme sera initiée très rapidement pour être applicable en 2009 et inciter les entreprises, quelle que soit leur taille, à mettre en place un intéressement. 20% des primes versées étant accordés sous la forme de crédits d'impôts.

A l'appui de cette démonstration, des chefs d'entreprise, une salariée, et un syndicaliste d'entreprises telles **ALSTOM**, l'**Imprimerie Rochelaise**, **BDR** ou encore **RHODIA** étaient venus témoigner de leur expérience en la matière : une prime indexée sur la rentabilité de l'entreprise, versée en une ou plusieurs fois, et que les salariés peuvent dépenser immédiatement. "Le seul inconvénient à ce genre d'outil, c'est qu'il n'est pas un droit acquis et la baisse de rentabilité d'un site peut brusquement priver les salariés de cette prime que beaucoup ont tendance à considérer comme un droit acquis" nous confiait **Daniel RIDORET**, PDG du Groupe RIDORET, à la fin de cet événement.



Le Président Sarkozy s'est ensuite exprimé sur les réformes et les polémiques en cours, souhaitant notamment :

- que pour les dispositifs d'aide et d'exonération, ce ne soit plus le statut du salarié (RMI, SMIC...) qui soit pris en compte mais son salaire (la France compte 1,5 million de travailleurs pauvres),
- que **la formation professionnelle soit réformée** (elle coûte 26 milliards d'euros par an) pour être dédiée à ceux qui en ont le plus besoin ,
- que les entreprises soient incitées, grâce à un crédit d'impôt de 20% sur les sommes distribuées ou négociées en plus, à mettre en place un accord d'intéressement ou à le renégocier,
- que les fonds issus de la participation aux bénéfices ne soient plus bloqués systématiquement pendant 5 ans mais que leur utilisation soit laissée au libre choix des salariés.

Avant de conclure, pour justifier les chantiers en cours depuis un an de présidence "le monde bouge, la France doit prendre des initiatives".

On regrettera simplement l'absence d'échange avec le public : autant de chefs d'entreprise réunis ; face à des élus aussi prestigieux, le débat aurait pu être très enrichissant !

CR.

Ci-dessous **l'interview de Jean Claude Lartigue, Président de la CFTC de Charente-Maritime réalisée par la radio SOLEIL DE RE** :



Crédits photos : Eric Chauvet 06 80 60 28 08